

Avant-propos

Instruments efficaces de coopération judiciaire internationale en Europe, représentant même, à s'en tenir à une opinion fort répandue, la plus grande réussite en ce domaine à l'échelle planétaire, les systèmes «jumeaux» de Bruxelles I et Lugano reprennent leur chemin conjoint, et presque «symbiotique» dirait-on, après quelques années de vie séparée. Il nous a paru important de marquer l'événement, attendu avec patience et impatience, en lui consacrant la *19^e Journée de droit international privé*, dont le volume que nous avons le plaisir de présenter ici, recueille les «actes».

Le processus de révision de la Convention de Lugano aura duré plus de dix ans. On connaît les raisons de cette laborieuse gestation. Le Groupe de travail ad hoc réunissant les représentants des pays membres des deux instruments et chargé de leur modernisation, a rendu un texte commun, approuvé à l'unanimité, à la fin du mois d'avril 1999. Le Règlement 44/2001 l'a, pour l'essentiel, fait sien. Toutefois restait à déterminer qui pouvait signer la nouvelle Convention. L'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam avait créé le doute: qui des Communautés européennes ou des Etats membres était habilité à conclure les conventions de droit international privé, en particulier celle dite de Lugano? La CJCE, dans un avis du 7 février 2006, énonçait la compétence exclusive de la Communauté en cette matière.¹ L'obstacle institutionnel du côté européen ainsi levé, la signature pouvait intervenir, permettant alors de rétablir une certaine unité dans les règles de compétence judiciaire en Europe, consacrant l'espace judiciaire européen en matière civile. Depuis quelques jours, le 30 octobre 2007, cette signature est intervenue à Lugano pour le compte de la Suisse, donnant ainsi un nouvel acte de (re)naissance à cette Convention.² Avec Mme Jametti-Greiner, dont l'intervention qui retrace cette saga politico-institutionnelle ouvre le volume, on peut affirmer que le but du réaligement des deux instruments «a sans doute été atteint», même si cet équilibre reste fragile, tant le droit communautaire secondaire évolue en ce domaine.

Voilà qui a incité une équipe d'une dizaine d'experts – suisses et étrangers, spécialistes chevronnés et jeunes chercheurs – à faire le point sur les quelques innovations du texte que les milieux professionnels suisses n'étaient jusque-là pas tenus de connaître. Il était essentiel que leur attention fût aussi attirée sur les quelques éléments laissés ouverts par les négociateurs et devant être rediscutés par la jurisprudence, selon le schéma habituel de répartition entre législateur et juges. L'occasion était aussi la bienvenue pour présenter, le cas échéant de façon critique, certaines décisions récentes, notamment de la CJCE, dont on connaît l'influence sur le Tribunal fédéral suisse. Les intervenants auront enfin jugé utile de rappeler,

¹ CJCE, 7 février 2006, Avis 1/03.

² Comm. CE, communiqué IP/07/1630, 30 oct. 2007.

AVANT-PROPOS

ici et là, les solutions originelles qui, ayant fait leurs preuves, ont résisté au temps – et c'est notoirement l'essentiel du texte. Le texte a ainsi subi un véritable remodelage à l'aune du droit européen, tout en consacrant l'évolution jurisprudentielle sans bouleversement majeur. Gageons que cette continuité rassurante de la nouvelle Convention de Lugano du 30 octobre 2007, sera particulièrement appréciée des justiciables et des juristes, même s'il faudra attendre le 1er janvier 2010 pour son entrée en vigueur effective en Suisse.

Lausanne, novembre 2007

ELEANOR CASHIN RITAINE
Directrice
Institut suisse de droit comparé

Table des matières

Avant-propos	5
<i>Eleanor Cashin Ritaine</i>	

Première session

Présidence: Eleanor Cashin Ritaine

L'espace judiciaire européen en matière civile: la nouvelle Convention de Lugano	11
<i>Monique Jametti Greiner</i>	

La compétence en matière contractuelle selon le règlement 44/2001 «Bruxelles I» et la Convention de Lugano révisée à la suite de l'arrêt CJCE Color Drack	23
<i>Alexander R. Markus</i>	

La compétence en matière contractuelle: un regard critique sur l'article 5 § 1er de la nouvelle Convention de Lugano	41
<i>Eva Lein</i>	

Les contrats conclus par les consommateurs dans la Convention de Lugano révisée.....	65
<i>Andrea Bonomi</i>	

La Convention de Lugano et la protection du consommateur	81
<i>Anne-Sophie Papeil</i>	

Quelques réflexions à propos de trois arrêts récents de la Cour de cassation française sur l'art. 5-1 et de l'avis 1/03 de la Cour de justice des Communautés sur les compétences externes de la Communauté.....	97
<i>Hélène Gaudemet-Tallon</i>	

Deuxième session

Présidence: Andrea Bonomi

Rechtshängigkeit und Konnexität	109
<i>Jolanta Kren Kostkiewicz</i>	

Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Entscheidungen.....	131
<i>Anton K. Schnyder</i>	

TABLE DES MATIÈRES

Les limites à l'application autonome de la Convention de Lugano
Aperçu au travers de l'exequatur en Suisse des ordonnances
rendues par un juge de la mise en état français..... 143
Valentin Rétornaz

Principe de sécurité juridique, système de Bruxelles I / Lugano
et quelques arrêts récents de la CJCE..... 165
Gian Paolo Romano

Annex

CONVENTION ON JURISDICTION AND THE RECOGNITION
AND ENFORCEMENT OF JUDGMENTS IN CIVIL
AND COMMERCIAL MATTERS

Première session

Présidence: Eleanor Cashin Ritaine